



Nations Unies

Couverture de réunions

Service de l'information

Office des Nations Unies à Genève

1

M/06/17

8 septembre 2006

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'APPUI DU PEUPLE PALESTINIEN ADOPTE UN PLAN D'ACTION

La Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien, réunie depuis hier à l'Office des Nations Unies à Genève, a conclu cet après-midi ses travaux en adoptant un Plan d'action par lequel les participants s'engagent à coopérer au cours des prochains mois avec les mouvements de la société civile et les organisations non gouvernementales palestiniens pour marquer le quarantième anniversaire de l'occupation israélienne par des campagnes éducatives et culturelles culminant le 9 juin 2007 en une Journée mondiale d'action sous le thème «Le monde dit non à l'occupation israélienne».

Les participants s'engagent également à étendre la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions et à se mobiliser pour demander aux gouvernements d'assurer rapidement une protection internationale au peuple palestinien qui vit sous l'occupation. Ils appellent les États à traduire devant la Cour pénale internationale, ou tout autre instance internationale ou nationale, les auteurs coupables de crimes de guerre contre le peuple palestinien et à encourager et à imposer des sanctions à Israël, notamment s'agissant du commerce d'armes meurtrières, et à lever les sanctions contre l'Autorité palestinienne.

La Conférence a été convoquée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien conformément aux résolutions 60/36 et 60/37 adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies le 1er décembre 2005. Dans une déclaration de clôture, le Président du Comité, qui préside également la Conférence, M. Paul Badji, a souligné que le chemin qui conduit à la fin de l'occupation et à la création d'un État palestinien dans les limites des frontières de 1967 est parsemé d'obstacles énormes. Certains de ces obstacles ne peuvent être surmontés que grâce aux initiatives de la société civile.

Des débats ont été organisés sur les thèmes de la sensibilisation à l'action, qui a fait l'objet du débat d'hier matin, et du renforcement des initiatives de la société civile, qui a été l'occasion d'interventions cet après-midi sur la mobilisation des partis et des mouvements de masse, le rôle du Forum social mondial s'agissant de la protection des droits des Palestiniens, le rôle et les stratégies du Réseau international de coordination pour la Palestine. Les panélistes étaient: M. Raji Sourani, Directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme de la Bande de Gaza; M. Michael Warschawski, Directeur du Centre pour une information alternative de Jérusalem; et M. Jamal

(à suivre)

Juma' Ja'afreh, Coordonnateur de la Campagne communautaire palestinienne contre le mur de l'apartheid.

Des ateliers ont en outre été organisés jeudi après-midi et ce matin sur les thèmes suivants: «Élargir, étayer et renforcer les groupes internationaux», «Campagnes contre l'occupation», «Campagnes en faveur du respect du droit international» et «Mobilisation de l'opinion publique». Des résumés des discussions ont été présentés cet après-midi.

Plan d'action

Le «Plan d'action» adopté par les participants à la Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien affirme notamment que les organisations de la société civile œuvrant à mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens et à réaliser les droits du peuple palestinien fondent leurs efforts sur les droits de l'homme, le droit international, la Charte et les résolutions des Nations Unies, l'attachement à une action internationale et à une paix durable et la conviction que les Nations Unies continuent de jouer un rôle central pour parvenir à la fin de l'occupation. Ils ajoutent que la guerre contre le Liban et les assauts répétés sur Gaza ont créé des nouvelles réalités. L'unilatéralisme d'Israël a été démasqué. Les conditions des Palestiniens vivant sous occupation continue de se détériorer.

Les participants à la Conférence demandent aux Nations Unies et à ses États membres de garantir une protection internationale au peuple palestinien qui vit sous l'occupation; de traduire devant la Cour pénale internationale, ou tout autre instance internationale ou nationale, les responsables de crimes de guerre contre le peuple palestinien; d'encourager et d'imposer des sanctions, notamment en mettant fin au commerce d'armes meurtrières avec Israël; et de lever les sanctions imposées à l'Autorité palestinienne élue et de faire cesser les punitions collectives contre le peuple palestinien.

S'agissant de la société civile (internationale), elle s'engage à coopérer au cours des prochains mois avec les mouvements de la société civile et les organisations non gouvernementales palestiniens pour marquer le quarantième anniversaire de l'occupation israélienne. Cette commémoration doit comprendre de vastes campagnes éducatives et culturelles, qui culmineront le 9 juin 2007 en une Journée mondiale d'action sous le thème «Le monde dit non à l'occupation israélienne».

La société civile s'engage également à étendre sa campagne de boycott, de désinvestissements et de sanctions dans un nombre de plus en plus grand de secteurs au niveau des pays et régions en se basant sur un mouvement non violent marquant son opposition à l'apartheid et l'occupation par Israël. Une campagne pour mettre fin aux sanctions contre l'Autorité palestinienne élue démocratiquement doit être aussi rapidement organisée.

La société civile s'engage aussi à se mobiliser pour demander aux gouvernements d'assurer rapidement une protection internationale au peuple palestinien qui vit sous l'occupation, tout en menant des efforts visant à traduire en justice les responsables de crimes de guerre contre le peuple palestinien. La société civile appuiera aussi les efforts pour réaffirmer les Conventions de Genève et toutes les résolutions des Nations Unies et pour convoquer une nouvelle conférence internationale de paix pour le Moyen Orient sous l'égide des Nations Unies.

Suite à la présentation du Plan d'action par Mme Phyllis Bennis, Coprésidente du Réseau international de coordination pour la Palestine, des propositions d'amendement ont été faites par des participants qui seront reflétées dans une version définitive du Plan d'action. Les propositions

(à suivre)

concernaient notamment les rôles respectifs de la Cour pénale internationale et du Conseil de sécurité, la nécessité de convoquer une conférence sur les Conventions de Genève, la référence au contexte global de la lutte contre le terrorisme.

Déclarations de clôture

M. PAUL BADJI, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a rappelé que tous les participants connaissent l'objectif final visé: la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien dans les limites des frontières de 1967. Il ne s'agit pas simplement d'une option. C'est un droit légitime fondé sur le droit international et les résolutions de l'ONU, que personne ne saurait nier. Le chemin qui conduit à la réalisation de cet objectif est parsemé d'obstacles énormes. Certains de ces obstacles ne peuvent être surmontés que grâce aux initiatives de la société civile. Le Plan d'action devrait être diffusé aussi largement que possible auprès de ceux qui dans le monde partagent cet esprit. M. Badji a dit compter sur le Réseau international de coordination pour la Palestine pour mener cette action importante.

M. Badji a indiqué qu'il était utile de maintenir l'énergie et la dynamique créées ces deux derniers jours et faire en sorte que le Plan d'action ne devienne pas une simple déclaration pieuse. M. Badji a annoncé que le Comité continuera à créer les conditions pour que les partenaires de la société civile puissent se rencontrer et d'organiser régulièrement des consultations avec des représentants de la société civile afin de prendre en compte leurs suggestions et recommandations dans le programme de travail du Comité.

M. NA'EEM JEENAH, Coprésident du Réseau international de coordination pour la Palestine, a rappelé que la situation actuelle est extrêmement grave dans les territoires palestiniens occupés. Une guerre terrible se déroule. Dans ces circonstances, le Plan d'action élaboré ici n'est pas suffisant pour exprimer ce que l'on pense devoir faire, a-t-il indiqué. À ce stade, il faut faire preuve d'une véritable solidarité et il faut lutter sans relâche pour la cause palestinienne et pour la justice. Mais même cette lutte ne sera pas suffisante. En tant que membre de la communauté internationale, pouvons-nous accepter ce qui se passe, s'est-il interrogé? Le peuple palestinien est opprimé. Leurs droits sont déniés. On ne leur reconnaît même pas le droit d'être reconnu comme «peuple». La solidarité fait parfois défaut et la cause palestinienne est parfois abandonnée, a regretté M. Jeenah.

«L'histoire ne nous le pardonnera pas si nous ne nous engageons pas plus fermement. Il faut consentir des sacrifices pour cette lutte. Il faut enfin que la justice soit au rendez-vous», a déclaré M. Jeenah. Mais le Plan d'action, même s'il n'est pas suffisant, a au moins le mérite d'exister et il faut faire en sorte qu'il produise des résultats au cours des neuf prochains mois. Le peuple palestinien a été abandonné, il faut maintenant le soutenir jusqu'au bout. Une journée d'action est prévue pour montrer au monde que maintenant cela suffit. C'en est plus qu'assez. Il ne faut pas venir l'an prochain à une conférence aux Nations Unies pour discuter encore. Les Palestiniens doivent être en mesure de dire enfin que cela a changé pour eux, a conclu M. Jeenah.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a dit penser à ceux qui souffrent. Il a transmis la frustration qu'éprouvent les Palestiniens pour de nombreuses raisons. L'agression militaire massive que le peuple palestinien subit n'est vraisemblablement pas prêt de s'arrêter. «Nous sommes à un tournant de l'histoire pour le peuple palestinien. La frustration est énorme. Cela ne saurait durer. Nous devons passer à la vitesse supérieure. Il ne faut pas se lancer dans des réflexions philosophiques. Il faut respecter les souhaits des Palestiniens. La nature même de la lutte consiste à faire cesser l'occupation israélienne, y compris de Jérusalem-Est. On attend du mouvement social qu'il respecte cette volonté du peuple palestinien», a déclaré M. Mansour. Israël s'attache à refuser les droits consentis

au peuple palestinien par les résolutions des Nations Unies. Israël ne peut aller à l'encontre de cette morale qui soutient le peuple palestinien. Il faut maintenant livrer bataille au sein du Conseil de sécurité le 21 septembre prochain pour qu'il se saisisse de la question du Moyen Orient. C'est important pour faire comprendre à la communauté internationale que 39 années d'occupation viennent de s'écouler. Cela doit cesser. Le droit humanitaire international doit s'appliquer à tous, a souligné M. Mansour.

M. Mansour a également dit espérer qu'une conférence internationale sur la paix sera convoquée. La paix doit se fonder sur ce qui est acceptable, c'est-à-dire un retrait total d'Israël sur la base des frontières de 1967. La situation ne tolérerait pas un autre échec de la paix. Les Hautes parties contractantes aux Conventions de Genève doivent aussi convoquer une conférence internationale pour qu'Israël respecte ses obligations.

Du côté de la société civile, il faut passer à la vitesse supérieure et faire ce qu'attend le peuple palestinien. Il faut être plus efficace. «N'acceptez pas qu'Israël commette des atrocités en toute impunité. Il ne faut pas continuer à bafouer l'avis de la Cour internationale de justice. Il faut profiter des expériences des uns et des autres selon les continents pour aider le peuple palestinien. M. Mansour a souligné que le peuple palestinien est reconnaissant du travail fait par le mouvement social. Tout ce que vous pourrez faire se traduira en volonté renforcée de la part du peuple palestinien. Un jour viendra ou nous pourrons célébrer la victoire de notre peuple», a conclu M. Mansour.

Discussion sur le thème du renforcement des initiatives de la société civile

M. RAJI SOURANI, Directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme (Bande de Gaza), a soulevé qu'en tant que militant des droits de l'homme, il est nécessaire de faire appliquer la juridiction universelle de façon efficace, il faut donc coopérer étroitement avec certains juristes étrangers, notamment pour porter devant les tribunaux des affaires de violations des droits des Palestiniens. Il convient de renforcer la coopération et la coordination pour pourchasser les criminels de guerre israéliens afin que davantage d'affaires relevant de la juridiction internationale soient poursuivies afin de travailler de façon stratégique et efficace. Malheureusement, la Cour internationale de justice et le Tribunal pénal international ne conviennent pas aux problèmes rencontrés. Seule la juridiction universelle peut être efficace, a déclaré M. Sourani. Il est alors nécessaire de trouver des juristes bénévoles prêts à s'engager dans cette voie. Tout le monde souhaite que règne la primauté du droit et non la loi de la jungle. La société civile devrait appuyer ce choix. Il convient de travailler dans la coordination et la coopération, notamment par l'intermédiaire du Centre palestinien pour les droits de l'homme.

Le Directeur a indiqué que le Centre envisage d'agir début novembre en organisant à Genève une conférence regroupant des organisations internationales des droits de l'homme, ainsi que des organisations régionales, y compris palestiniennes et israéliennes. M. Sourani a dit espérer que des groupes de solidarité des cinq continents puissent être présents. Des représentants des Nations Unies et du Parlement européen devraient être également présents. Il faut être plus nombreux pour agir. L'objectif est qu'un effet boule de neige se transmette jusque sur le terrain. Nous sommes au maximum de l'oppression perpétrée par l'occupant israélien, a ajouté M. Sourani. Israël profite du fait qu'on s'occupe aujourd'hui beaucoup plus du Liban que des territoires palestiniens occupés, a-t-il dit. Le but de cette conférence est d'être un catalyseur pour un échange de vues plus profond et soulever également des questions très concrètes auprès de certaines parties. Le moment est venu pour que la communauté internationale respecte ses engagements à l'égard des civils dans les territoires occupés. Il convient de faire échec à la conspiration du silence, a conclu M. Sourani.

M. MICHAEL WARSCHAWSKI, Directeur du Centre pour une information alternative de Jérusalem, a déclaré que lorsque le Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine a été fondé, la bataille consistait à faire valoir les droits inaliénables des Palestiniens. Un mouvement de solidarité a vu le jour et une certaine politisation de la question a commencé avec la gauche qui luttait contre le colonialisme. Puis il y a eu la victoire des néo-conservateurs qui a conduit à un véritable changement. La situation a ainsi radicalement changé pour la Palestine. Le contexte n'est plus le même. La lutte pour l'indépendance du peuple palestinien est une question mondiale. La nouvelle réalité mondiale exige des mouvements de solidarité à travers le monde, qui doivent réajuster leurs stratégies d'une manière radicale. Pour cela, il convient de déconstruire le discours sur la fatalité et l'inéluctabilité du système mondial actuel. Il faut rejeter la logique mortifère et raciste du choc des civilisations et revaloriser la solidarité internationale, a déclaré M. Warschawski. Il s'agit également de revaloriser le multilatéralisme et les organes de relations internationales, l'ONU, en particulier, qui a besoin de grandes réformes et de démocratisation.

Les protagonistes ne sont aussi plus les mêmes, a poursuivi M. Warschawski. Il ne s'agit plus seulement des organisations non gouvernementales qui s'occupent de la lutte pour le peuple palestinien. L'opinion publique se manifeste aussi. Des délégations civiles viennent en Palestine et ce ne sont plus seulement des militants de gauche. Le Forum social mondial est l'occasion de procéder à un échange de vues et de créer des réseaux. La nouvelle génération procède différemment de la précédente; elle veut peser sur le cours des choses car elle estime qu'il y a des victimes et qu'elle est également victime de cette guerre à l'échelle mondiale; elle pense que ce monde est malade. En juin 2007, les 40 ans de la colonisation seront célébrés. Pour cela, il faut mobiliser tous ceux qui sont en Europe, en Asie, en Amérique Latine. Il faut entretenir le dialogue avec les mouvements de masse. Pour retrouver la confiance, il est nécessaire de s'unir dans chaque pays et internationalement autour d'objectifs susceptibles de rassembler le maximum de personnes. Il faut gagner à notre combat les organisations de masse, tels que les églises, les syndicats et les partis politiques, qui ont plus de difficultés que les militants de la solidarité avec la Palestine à revendiquer le maximum. Il est également urgent de bâtir une alliance Nord-Sud de la solidarité avec la Palestine dans une optique de véritable partenariat, a indiqué M. Warschawski.

Le fossé grandissant entre des opinions publiques qui sympathisent avec la cause palestinienne et d'autre part des gouvernements qui soutiennent de plus en plus la politique israélienne d'occupation et de colonisation, ou du moins ne s'y opposent pas, marque un grand déficit de démocratie. C'est pour cette raison que la lutte pour les droits des peuples à travers la planète doit se combiner au combat pour la démocratie. La restauration de la démocratie à travers le monde est une nécessité urgente pour le peuple palestinien, a déclaré M. Warschawski.

M. JAMAL JUMA' JA'AFREH, Coordonnateur de la Campagne communautaire palestinienne contre le mur de l'apartheid de Jérusalem, a donné des explications sur le Forum social mondial. Avant Oslo, les partis politiques contrôlaient le militantisme. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, seuls les partis politiques étaient visibles. Les gens de terrain n'avaient pas droit au chapitre. Avec Oslo, on a assisté à un tournant. Tout a été inversé. Les partis politiques ont été affaiblis et la société civile a été renforcée dans les années 1990. Le militantisme palestinien passait plutôt par les organisations non gouvernementales qui voulaient soutenir le processus de paix. Mais malgré les fonds financiers importants parvenus à ces associations, les actions qui s'imposaient n'ont pas été menées de manière adéquate. Il y a donc eu une crise au niveau des mouvements de solidarité, a expliqué M. Ja'afreh. Au moment de la deuxième Intifada, le mouvement s'est réveillé. Il s'est renforcé de l'intérieur. Tous les mouvements ont ensuite œuvré de concert avec la Conférence de Durban en 2001 et le Forum social mondial. La décision de la Cour internationale de justice a donné une nouvelle orientation au mouvement qui a constaté que le droit international pouvait être du côté des associations.

M. Ja'afreh a attiré l'attention sur la volonté générale de reconnaître la question de la Palestine et souligné l'importance d'en tirer parti. Mais la représentation du monde arabe au Forum social mondial a fait défaut. Outre la participation des organisations arabes, il faut parler de la résistance islamique en Palestine. Il convient de trouver la meilleure façon de faire participer la résistance islamique palestinienne dans les mouvements internationaux qui luttent contre l'impérialisme, a souligné M. Ja'afreh. Un plan d'action mondial reflétant les discussions doit être élaboré pour dire les objectifs fixés par la Conférence selon un calendrier afin de ne pas porter atteinte à la légitimité au mouvement. «Nous avons une lourde responsabilité qui consiste à faire constater des résultats sur le terrain. Il est nécessaire de trouver un dénominateur commun pour coordonner nos efforts. Il faut arriver à un boycott international de certaines pratiques», a conclu M. Ja'afreh.

Présentation des résultats des ateliers

M. RABAB KHAIRY, du Comité européen de coordination des organisations non gouvernementales sur la question de la Palestine, présentant les conclusions de l'atelier intitulé «Élargir, étayer et renforcer les groupes internationaux», a indiqué que la majorité des participants étaient d'accord sur le fait que la campagne sur le boycott, les désinvestissements et les sanctions était de nos jours le principal cadre de travail pour garantir la consolidation du mouvement mondial de solidarité.

MME FLORENCE GIARD, de la Plateforme des organisations non gouvernementales françaises pour la Palestine, présentant le résumé de l'atelier sur les campagnes contre l'occupation, a déclaré que les sujets de discussion ont été nombreux, portant entre autres sur le mur de séparation, les différentes caractéristiques de l'occupation israélienne et sur différentes actions qui pourraient être menées dans le cadre de campagnes ciblant l'occupation. Il est également nécessaire de rappeler aux militants que la fin de l'occupation ne signifie pas forcément la fin de l'apartheid.

MME ANGELA GODFREY-GOLDSTEIN, du Comité israélien contre les démolitions de maisons, présentant un résumé de l'atelier de travail qui portait sur la mobilisation de l'opinion publique, notamment par des stratégies médiatiques, a déclaré que les participants ont souligné que les médias avaient changé considérablement durant ces cinq dernières années. Aujourd'hui, les informations et les sources des médias proviennent principalement de la télévision et de la radio. Avec la guerre du Liban, la situation dans les territoires palestiniens occupés a moins retenu l'attention des médias. Au cours des discussions, les participants ont demandé qu'une campagne intitulée «Gaza libre» soit organisée afin de sensibiliser l'opinion publique.

À propos de l'atelier sur les campagnes en faveur du respect du droit international, MME ARLENE CLEMESHA, de l'Université de Sao Paulo, a déclaré que la perte de confiance dans le droit international a largement augmenté. Le renforcement de l'applicabilité du droit international était un bénéfice incontestable pour tous. Il est nécessaire d'atteindre cet objectif, notamment en mettant la pression sur les Nations Unies pour discuter de l'application des Conventions de Genève, de traduire devant les tribunaux les dirigeants israéliens et de renforcer les mécanismes pour convoquer une conférence internationale des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève.

Déclarations à l'issue de l'adoption du Plan d'action

M. RAJI SOURANI, Directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme, intervenant à l'issue de l'adoption du Plan d'action de la Conférence, a affirmé qu'il fallait maintenant tourner les regards vers l'avenir et a rappelé la situation tragique qui règne dans les territoires palestiniens occupés. La situation n'a jamais été aussi terrible. Il n'y a jamais eu autant de bouclages des territoires. L'Europe n'a plus le droit de demander aux Palestiniens de ne plus faire des attentats civils car on ne peut pas demander aux Palestiniens de rester gentiment où ils sont quand des civils sont touchés. La société civile a beaucoup à faire et la situation actuelle est décevante. M. Sourani a dit espérer qu'un travail plus sérieux sera engagé par la société civile pour rompre le silence.

M. MICHAEL WARSCHAWSKI, Directeur du Centre alternatif d'information, a souligné que le Plan d'action lance un appel pour l'action et a exhorté tous les participants à diffuser cet appel très concrètement, notamment à Bruxelles le mois prochain. Tous ceux qui peuvent se rendre à Nairobi en janvier 2007 pour le Forum social mondial doivent y aller. Il est nécessaire de mobiliser un vaste mouvement social et convaincre un grand nombre d'acteurs.

M. JAMAL JUMA' JA'AFREH, Coordonnateur de la Campagne communautaire palestinienne contre le mur de l'apartheid, a déclaré qu'il convient de mettre en œuvre sur le terrain ce qu'il est demandé dans le Plan d'action. «C'est ainsi que nous pourrions assumer nos responsabilités. Un meilleur maillage de réseaux est nécessaire», a-t-il souligné. Il faut travailler pour faire participer les diverses organisations arabes au mouvement social. Il a appuyé l'idée de faire participer la résistance palestinienne islamique au sein des mouvements internationaux.

* * * * *